

A l'UCLouvain, Macron sort des sentiers battus

Après la journée ultra-protocolaire de lundi, la visite d'État du président français en Belgique a connu mardi une petite bouffée d'air. Emmanuel Macron, après s'être rendu dans l'espace de co-working créatif La Vallée à Molenbeek, a pris la route du Brabant wallon.

Le président français et Charles Michel ont participé à l'UCLouvain à un débat « *spontané* » et « *participatif* » avec des étudiants, brièvement interrompu par des manifestants. La promesse : des

questions honnêtes avec des étudiants qui n'avaient pas été triés sur le volet.

Plus de 1.000 étudiants ont fait le déplacement. Et ils n'ont pas hésité à bousculer les deux hommes politiques qui ont tenté d'éviter la langue de bois politique pour l'occasion.

Les jeunes gens ont eu droit, de la part d'Emmanuel Macron, à un petit commentaire sur l'actualité française, que le président français a refusé aux journalistes sur place. Sans citer nommément les « *gilets jaunes* », le chef de l'État a ju-

gé « *normal* » qu'il y ait des protestations car « *les choses ne se font pas spontanément* ».

Sur la question de l'Europe, évidemment au cœur des discussions, Emmanuel Macron a jugé que « *la grande erreur que nous avons commise il y a cinq, dix ans, c'est qu'on veut toujours tout décider à 28. Ça n'a jamais marché comme cela* », se déclarant partisan d'un « *changement des traités* ». « *On doit pouvoir oser ce débat* », a renchéri Charles Michel. ■

Face aux étudiants, Macron baisse un peu sa garde

UE Le président français et Charles Michel ont participé à un débat à l'UCLouvain

► Emmanuel Macron et Charles Michel ont répondu aux questions des étudiants.

► Le débat baptisé « *Nous, demain, l'Europe* » a offert une bouffée d'air frais à cette visite d'État réglée comme du papier à musique.

RECIT

On le devinait (et à vrai dire, on l'espérait) comme l'événement le plus prometteur de cette visite d'État – éclair – de deux jours du couple présidentiel français en Belgique. Ce mardi matin, après une visite dans l'espace de co-working créatif molenbeekois de La Vallée, le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre Charles Michel répondaient aux questions d'étudiants de l'UCL, de l'Université Saint-Louis, de la KU Leuven et de l'École royale militaire, dans un débat baptisé « *Nous, demain, l'Europe* » à l'UCLouvain. Un événement prometteur donc, puisque voulu « *spontané* », « *participatif* », autant dire une bouffée d'air frais au cours d'une visite d'État réglée comme du papier à musique.

La rencontre, animée par Michel Liégeois, professeur de relations internationales à l'UCL et Johanne Montay, directrice de l'information à la RTBF, a attiré plus de 1.000 étudiants. Et a tenu ses promesses : les étudiants, qui

avaient préparé leurs interventions à l'avance, parfois en groupe, n'ont pas hésité à bousculer les deux hommes politiques, leur posant des questions sans complaisance auxquelles autant Emmanuel Macron que Charles Michel se sont efforcés de répondre en mettant – raisonnablement – la rhétorique politique de côté pour l'exercice.

Visiblement heureux d'être là, le président français, qui a confirmé son aisance et son habileté dans l'exercice du débat, s'est laissé prendre au jeu des questions-réponses, allant même jusqu'à offrir aux étudiants un commentaire sur l'actualité française. Chose qu'il s'est bien gardé de faire auprès des journalistes qui l'interrogeaient sur le mouvement de contestation des gilets jaunes ce lundi, invoquant sa fameuse « *règle* » de ne pas commenter l'actualité française lors de ses déplacements à l'étranger.

« *Le gouvernement est actuellement confronté à des protestations. C'est dans le dialogue qu'on peut en sortir, dans l'explication, dans la capacité à trouver à la fois le bon rythme et les solutions de terrain* », a déclaré le centriste. Sans citer nommément les « *gilets jaunes* », qui mènent des opérations de blocage depuis samedi, le chef de l'État a jugé « *normal* » qu'il y ait des protestations car « *les choses ne se font pas spontanément* ». La transition écologique « *suppose de changer les habitudes, ce n'est jamais aisé* », a-t-il ajouté, en souhaitant que,

« *collectivement, il faut qu'on ait un esprit de responsabilité* ».

« **Créer une vraie architecture européenne de défense** »

Interrogés sur l'intégration européenne, Michel et Macron ont de nouveau plaidé pour leur projet d'Europe « *à deux ou trois vitesses qui existe déjà* » pour permettre aux pays précurseurs d'avancer sur la voie de l'intégration européenne dans l'espoir que les autres suivent ensuite. « *L'Europe a toujours fonctionné comme cela*, a justifié Emmanuel Macron, *une avant-garde qui a beaucoup d'ambitions et qui attire les autres* ». « *La grande erreur que nous avons commise il y a cinq, dix ans, c'est qu'on veut toujours tout décider à 28, demain à 27 après le Brexit. Ça n'a jamais marché comme cela* », a souligné le chef de l'État français, en se déclarant partisan d'un « *changement des traités* ». « *On doit pouvoir oser ce débat* » sur le changement des traités, a renchéri Charles Michel.

Interrogé par un étudiant sur son agenda concernant l'Europe de la défense, le président français a apporté quelques précisions supplémentaires à ce projet qu'il juge être « *un ciment* » et un moyen de « *dépassionner le débat avec les Russes, de créer une vraie architecture européenne de défense* ». Emmanuel Macron a évoqué la poursuite d'une quinzaine de projets impliquant « *les armées et les industriels de la défense* », la consolidation du fonds européen de défense ainsi que les projets « *d'avion et de char d'as-*

saut du futur » en coopération avec l'Allemagne.

« **Une moquerie aux manifestants** »

Et puisqu'un débat n'est jamais réellement un débat sans interruption impromptue, soulignons l'irruption d'une poignée de manifestants venus dénoncer à renfort de tracts et de banderoles, les politiques d'austérité des gouvernements belges et français, les gestions de la crise migratoire et écologique, leur régulation du marché du travail et les violences à l'université parisienne de Tolbiac, évacuée en avril dernier par des CRS après une mobilisation étudiante contre la réforme de l'accès à la faculté.

Macron a accepté de donner la parole aux manifestants, terminant au préalable de répondre à la question qui lui avait été précédemment posée sur la montée des nationalismes en Europe. Puis s'est permis une moquerie à l'adresse des manifestants qui ont lancé des papiers en sa direction : « *Ne mettez pas des papiers partout parce que quelqu'un va les ramasser... et ce ne sera pas vous* », a-t-il lancé, visiblement amusé.

De retour en France ce mardi dans la soirée, le président devra faire face à la grogne des gilets jaunes qui continue de gonfler aux quatre coins de l'Hexagone après quatre jours de contestations. Et à la colère de l'opposition qui accuse le gouvernement de laisser pourrir la situation. Autrement dit : trêve de plaisanterie. ■

MARINE BUISSON

Federica Mogherini « L'UE ne deviendra pas une alliance militaire »

Le poids des mots, quand même !... Depuis qu'Emmanuel Macron et Angela Merkel ont ressorti la formule mythique d'une « armée européenne » aux alentours des commémorations du centenaire de l'Armistice du 11-Novembre, la discussion, électrique, a repris de plus belle autour de ce projet – du moins dans les cénacles spécialisés.

Dans le contexte des tiraillements entre le Vieux Continent et le président Trump, le concept fait mouche auprès de ceux qui plaident, comme la chancelière, pour que l'UE « prenne davantage son destin en main » ou, comme Macron, pour davantage de « souveraineté européenne ». Et les sondages Eurobaromètre indiquent qu'une majorité de l'opinion publique est séduite par l'idée. Le président de la Commission Jean-Claude Juncker avait lui-même, au début de son mandat, remis l'ambition au goût du jour, assénant qu'une « armée commune » afficherait la détermination des Européens à ne pas se laisser marcher sur les pieds par la Russie.

Pour autant, tous ces dirigeants savent que cette hypothèse restera, et pour longtemps, une chimère. Pour mille et une raisons, outre que le projet mort-né de la Communauté européenne de défense au début des années 1950 (à six pays...) rappelle un fâcheux précédent. Qui commanderait ? Qui déciderait ? L'unanimité serait-elle acquise ? Quid de l'Otan ? Quelle relation avec les Américains ? Et, demain, avec la puissance nucléaire britannique « brexitée » ? L'armée restera, pour longtemps, une fonction régaliennne des Etats...

« L'Union européenne de la Défense », sous l'impulsion de la cheffe de la diplomatie de l'UE, continue sa politique des petits pas en avant

Voilà qui n'empêche pas Macron de faire de l'« armée européenne » un axe de la relance du projet européen, fût-ce en

nombre réduit. Merkel, elle, appelle à « élaborer une vision nous permettant d'arriver un jour à une véritable armée européenne ». Il pourrait s'agir, esquisse Berlin, d'une « armée d'Européens : des forces armées sous autorité nationale, étroitement liées, uniformément équipées, entraînées et prêtes à être déployées dans des opérations conjointes ». Macron, de son côté, a déjà réuni dix pays, dont la Belgique, autour d'une Initiative européenne d'Intervention, un cadre hors UE, destiné dans un premier temps à cultiver une « culture stratégique ». Mais pour la véritable « armée européenne », la haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de l'UE Federica Mogherini invitait, il y a deux ans, à revenir... plus tard : « Dans 50, 60, 100 ans, qui sait ? »

Pour le moyen terme, a toutefois martelé Mogherini mardi, à l'issue de sessions des ministres européens de la Défense et des Affaires étrangères, lundi et mardi, « l'UE n'est pas et ne deviendra pas une alliance militaire. Nous sommes une Union politique, qui a aussi quelque "hard power", que nous déployons en totale coordination et complémentarité, non seulement avec ce que fait l'Otan, mais aussi l'ONU. (...) Personne ici ne bâtit une armée européenne ». La France a d'ailleurs souligné, en réunion, que l'Otan restait « la pierre angulaire » de la défense territoriale de l'Europe et qu'il « n'y a qu'un seul jeu de forces » – ce qui n'empêche pas l'UE d'être « un acteur de la sécurité capable d'agir quand nécessaire ». Mais « entrer en compétition » avec l'Otan, ce serait « fou », tranche

Mogherini.

Reste que « l'Union européenne de la Défense », sous l'impulsion de la cheffe de la diplomatie de l'UE, continue sa politique des petits pas en avant, que la perspective du départ imminent de la très atlantiste Perfide Albion a libérée... Les conseils des ministres de ce début de semaine ont ainsi avalisé une batterie de

décisions, qui mettront davantage de chair aux velléités européennes de mener une Politique de sécurité et de défense commune.

Une série de 17 nouveaux projets collaboratifs entre Etats membres a ainsi été avalisée. Principalement pour développer ou acquérir ensemble de nouveaux moyens militaires, dans un paysage aujourd'hui fragmenté à l'extrême. Un mini-Etat major de commandement pourra dès 2020 piloter les opérations militaires de l'UE. Le déploiement de missions civiles de gestion de crise (police, soutien à l'Etat de droit) est facilité. Et les ministres ont donné un feu vert, sous réserve, à l'affectation de 13 milliards d'euros (sur la période 2021-2027) à un Fonds européen de la défense pour « stimuler l'innovation » et consolider l'industrie de la défense... européenne. No-

tamment dans des « technologies de rupture » : ces « robots tueurs » et autres armements actionnés par intelligence artificielle... qui inquiètent au plus haut point les milieux pacifistes.

Le but, résume Mogherini, c'est que les Etats membres de l'UE soient « des contributeurs à la sécurité dans notre région et dans le monde plus crédibles, plus fiables et plus actifs ». ■

PHILIPPE REGNIER

LE NOUVEAU MINISTRE

« Au lieu de rêver... »

Une nouvelle tête a fait son apparition au Conseil des ministres européens de la Défense : l'ex-eurodéputé Sander Loones, qui a remplacé le 2 novembre Steven Vandeput à la tête de la Défense belge, tous deux N-VA et fidèles à l'Otan. « Au lieu de rêver » à une armée européenne, dit-il, « il faut travailler à une politique européenne coopérative pour après-demain. Il faut réaliser ce qui a déjà été décidé avant de rêver à de grandes aventures ».

PH.R.